



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

**Arrêté préfectoral n° 51 / DREAL / 2014**  
**Portant décision d'examen au cas par cas en application de**  
**l'article R.122-18 du code de l'environnement**

*Élaboration du zonage d'assainissement – Commune de Sainte-Colombe*

**LA PRÉFÈTE DE LA CHARENTE-MARITIME,**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains plans, schémas, programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2224-10 ;

**Vu** l'arrêté modificatif de la Préfète du département de la Charente-Maritime n°13-225 en date du 06 février 2013 portant délégation de signature à Madame Anne-Emmanuelle OUVARD, Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas déposée par le Syndicat des eaux de la Charente-Maritime représenté par Monsieur Nicolas DELBOS, et relative à l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées domestiques de la commune de Sainte-Colombe (17 210) reçue 10 février 2014 ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé le 2 avril 2014 ;

**Considérant** que le dossier de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale (description satisfaisante des principales caractéristiques du plan, de la valeur et de vulnérabilité de la zone d'être susceptible d'être touchée par ce plan ainsi que des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine) ;

**Considérant** que la délimitation du zonage d'assainissement appliquée à l'ensemble du territoire communal de Sainte-Colombe, concerne l'assainissement non-collectif, en cohérence avec la disposition [B6] du SDAGE Adour Garonne [2010/2015], et qu'en l'état actuel, environ 55 habitations et bâtiments sont concernés par ce type d'assainissement ;

**Considérant** que ces différents systèmes d'assainissement non-collectif feront l'objet d'une technique appropriée en fonction de la nature du sol et du contexte spécifique d'implantation, dans le respect de l'environnement et de la santé publique ;

**Considérant** que le réseau hydrographique du territoire communal comprend les ruisseaux « L'Olonne » et « La Moulinasse », affluents de la rivière « La Seugne », et que le choix technique retenu d'assainissement non-collectif est compatible avec les objectifs qualité de la masse d'eau FRFR14 « La Seugne de sa source au confluent du Pharaon » ;

**Considérant** la présence au sud-ouest de la commune, de la ZNIEFF de type 1 « Côteaux de Peuchauvet » intégrée au site Natura 2000, FR5402008 « Haute Vallée de la Seugne en amont de Pons et affluents » désigné Zone Spéciale de Conservation (ZSC), et que le plan de zonage d'assainissement n'apparaît pas incompatible avec la fonctionnalité du site ;

**Considérant** la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non-collectif sur l'ensemble d'un territoire communal, en vertu de l'arrêté du 27 avril 2012, dans l'objectif de maintenir une conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

**Considérant** que la commune de Sainte-Colombe est incluse dans le périmètre de protection rapproché (PPR) « secteur général » de la prise d'eau de Saint-Savinien au lieu-dit « Coulonge » et qu'aucune réglementation spécifique ne concerne les installations d'épuration des eaux domestiques au sein du secteur général mais que les dispositifs d'assainissement autonome doivent être conformes à la réglementation en vertu de l'arrêté modifié du 7 septembre 2009 ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, le projet d'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Sainte-Colombe n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section cinq du chapitre Ier du titre II du livre premier du Code de l'urbanisme, **le projet d'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Sainte-Colombe (17 210), n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18-III du Code de l'environnement, devra être jointe au dossier d'enquête publique.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Poitou-Charentes.

Fait à POITIERS, le 7 avril 2014

Pour la Préfète et par délégation

La Directrice Régionale Adjointe

Marie-Françoise BAZERQUE

## **Voies et délais de recours**

### **1- Décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être :

- formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale
- adressé à :  
Madame la Préfète du département de la Charente-Maritime  
Préfecture de la Charente-Maritime  
38, rue Réaumur  
17 000 La Rochelle

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

### **2- Décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète du département de la Charente-Maritime  
Préfecture de la Charente-Maritime  
38, rue Réaumur  
17 000 La Rochelle

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92 055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers  
15 rue Blossac  
86 000 POITIERS